



COMMISSION EUROPÉENNE  
DG DEVELOPPEMENT

Politique de Développement et Questions Sectorielles  
**Coopération économique; relations avec les IBW**

Bruxelles, le 8 octobre 2001

DEV/B/2 D(2001)

\\EREBUS\ADJUST\Thematic\Indicators\CONCEPT  
PAPER-FR révisé final.doc

**PROJET DE LIGNES DIRECTRICES POUR LA DEFINITION D'INDICATEURS  
DE DEVELOPPEMENT**

Ce document constitue une première base de discussion visant à définir, en concertation avec les Etats Membres, une approche cohérente en matière d'identification et de suivi d'un ensemble pertinent d'indicateurs de développement. Cette approche sera ensuite discutée avec les autres bailleurs de fonds, en particulier la Banque Mondiale, le FMI et le CAD.

Il existe en effet actuellement une grande confusion concernant la finalité, la méthodologie, la terminologie et la typologie des indicateurs. Elle s'illustre dans les différents documents établis par les bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires (PRSP, HIPC, PRGF, PRSC et CSP<sup>1</sup>). Les 'International Development Goals' représentent l'unique point d'accord et de référence entre les acteurs du développement dans ce domaine.

Ce document définit des principes et une typologie devant servir de base à l'utilisation d'indicateurs dans notre politique de développement, en particulier dans les Country Strategy Papers. Il met par ailleurs en place un processus devant aboutir à la définition d'indicateurs de qualité qui seraient utilisés par les services de la Commission, puis pourraient servir de support à la discussion avec les autres bailleurs de fonds et avec les pays bénéficiaires. Ces indicateurs seront alors intégrés progressivement aux Country Strategy Papers, avant leur présentation aux comités de gestion pour les documents encore en préparation et lors des revues pour les documents déjà adoptés.

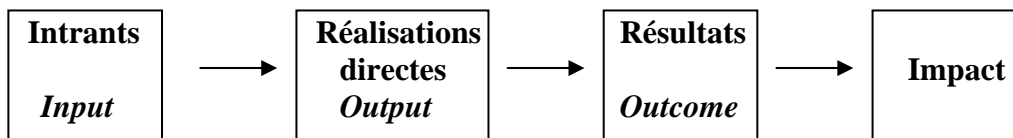
---

<sup>1</sup> Poverty Reduction Strategy Papers, Heavily Indebted Poor Countries, Poverty Reduction Growth Facility, Poverty Reduction Support Credit, Country Strategy Papers.

## 1. QUELQUES LIGNES DIRECTRICES

### 1.1. Définition des indicateurs

1.1.1. Il est en premier lieu nécessaire de classer les indicateurs définis selon une typologie claire. Dans un souci d'harmonisation avec les travaux effectués jusqu'à présent, nous proposons de nous baser sur la classification suivante :



- **Les indicateurs d'intrants (input)** permettent de mesurer les ressources financières, administratives et réglementaires fournies par le Gouvernement et les bailleurs de fonds. Il est nécessaire de faire le lien entre les ressources utilisées et les résultats obtenus afin d'évaluer l'efficacité des actions menées.

*Ex : Part du budget consacrée aux dépenses d'éducation, suppression de l'obligation de porter des uniformes scolaires*

- **Les indicateurs de réalisations directes (output)** permettent de mesurer les conséquences immédiates et concrètes des mesures prises et des ressources fournies (inputs).

*Ex : Nombre d'écoles construites, nombre de professeurs formés*

- **Les indicateurs de résultat (outcome ou results)** permettent de mesurer les résultats à court terme au niveau des bénéficiaires.

*Ex : Taux brut de scolarisation, pourcentage de filles parmi les enfants entrant en première année d'école primaire*

- **Les indicateurs d'impact** permettent de mesurer les conséquences à long terme de l'évolution des résultats. Ils mesurent les objectifs généraux en terme de développement du pays et de réduction de la pauvreté.

*Ex : Taux d'alphabétisation*

Ces différents types d'indicateurs ont tous un intérêt pour les gestionnaires d'une politique, c'est à dire pour les Gouvernements. Toutefois, ils n'ont pas tous le même intérêt pour les bailleurs de fonds qui doivent se concentrer sur les résultats des politiques.

Les conclusions du test sur la réforme de la conditionnalité<sup>2</sup> ont clairement montré la nécessité pour les bailleurs de fonds de **donner un poids particulier aux indicateurs de résultats (outcome)**. L'expérience montre

---

<sup>2</sup> Mené au Burkina Faso par la Commission Européenne dans le cadre du PSA, avec 12 bailleurs de fonds.

en effet par le passé une focalisation excessive sur les seuls indicateurs d'input ou d'output alors que l'amélioration de ceux-ci n'offre aucune garantie sur l'amélioration des services : les exemples sont nombreux d'accroissement des budgets ou même d'accroissement du nombre de centres de santé qui s'accompagnent d'une baisse de la fréquentation de ces centres. Les indicateurs d'impact sont eux peu sensibles, complexes à mesurer et dépendent de nombreux facteurs externes à la politique du Gouvernement. **La focalisation sur les indicateurs de résultat (outcome) doit permettre d'augmenter l'ownership des Gouvernements quant aux politiques à mettre en œuvre afin d'atteindre ces résultats.**

Il y va de la crédibilité de l'aide au développement de favoriser le regard sur ces indicateurs, aussi bien vis à vis des populations des pays bénéficiaires que de celles des pays donateurs.

1.1.2. **Il est nécessaire que les pays et les principaux bailleurs de fond se mettent d'accord pour utiliser des indicateurs de résultat communs.**

1.1.3. Dans toute la mesure du possible, il est intéressant d'analyser les indicateurs en faisant les distinctions suivantes :

- Genre
- Public / Privé
- Géographique (en distinguant en particulier les régions les plus pauvres)
- Rural / Urbain
- Niveau de revenu (bien que cela soit rarement possible)

En tout état de cause, le niveau de décomposition attendu doit être précisé lors de la définition de chaque indicateur. Cette décomposition permet une analyse plus précise quant aux populations cibles des politiques de développement et de réduction de la pauvreté.

1.1.4. Il est préférable de se limiter à un **nombre réduit d'indicateurs essentiels**. La multiplicité d'indicateurs de toutes sortes entraîne une grande difficulté d'interprétation et surtout empêche une focalisation sur l'essentiel. Ces indicateurs doivent être clairement et **très précisément définis** (par exemple en ce qui concerne la vaccination, préciser de quels vaccins il s'agit, quelle est la population cible, etc.).

1.1.5. Il est impératif de considérer la **mesurabilité des indicateurs comme un critère de sélection essentiel lors du choix des indicateurs à suivre**. Lors de la définition de chaque indicateur, il est essentiel d'être attentif au temps et aux coûts nécessaires à la saisie et à la remontée des données, ainsi qu'à la périodicité avec laquelle ces données pourront être obtenues.

1.1.6. Il est important d'exprimer les données chiffrées correspondant aux indicateurs non seulement en pourcentage mais aussi en valeur absolue. Cela permet d'exclure de l'analyse la marge d'erreur due aux incertitudes dans le calcul de la population. Il est par ailleurs préférable de travailler sur des tendances et des évolutions plutôt que sur des données isolées. Dans cette optique, il est utile de regarder les bases de données déjà

existantes lors de la sélection des indicateurs. Les données sur les cinq dernières années devraient d'ailleurs être fournies systématiquement. Si cela n'est pas possible, la raison doit en être explicitée.

## 1.2. Fiabilité et qualité des données

1.2.1. **Il est nécessaire de garder un regard critique sur la fiabilité et la représentativité des données chiffrées sur lesquelles s'appuie l'analyse des indicateurs.** En cas de doute, il est préférable d'utiliser des 'proxy', c'est à dire des indicateurs indirects relativement plus faciles à mesurer, dont l'évolution donne une bonne approximation d'un autre indicateur plus difficile à mesurer. Il est alors essentiel d'adopter une approche évolutive et de vérifier régulièrement la validité des indicateurs utilisés par rapport à ce pourquoi ils sont suivis.

1.2.2. Des appuis doivent dans la plupart des cas être apportés pour vérifier la qualité des données et aider le Gouvernement à améliorer leur fiabilité et le traitement rapide des données essentielles. Les systèmes mis en place sont en effet souvent excessivement lourds et lents. L'expérience montre que ces appuis ne doivent en général pas mobiliser des financements considérables et que les progrès sont possibles rapidement si l'on se limite aux données essentielles. **Il sera intéressant de développer une collaboration avec Eurostat dans le domaine du renforcement institutionnel.**

## 1.3. Définition des objectifs quantifiés (cibles)

1.3.1. **Les objectifs quantifiés (cibles) des indicateurs seront fixés par le Gouvernement du pays concerné de manière cohérente avec les tendances passées et les politiques préconisées.** Ils devraient faire l'objet de discussions avec les bailleurs de fonds qui entendent appuyer le pays. Les objectifs chiffrés devraient être fixés par le Gouvernement sur au moins les 3 années à venir.

1.3.2. La discussion sur les objectifs quantifiés doit éviter deux écueils : l'excès d'optimisme (souvent lié au fait que les indicateurs sont d'avantage utilisés comme slogan que comme aide à la décision) et l'excès de prudence (qui révèle alors un manque d'ambition). La meilleure manière d'éviter ces deux excès est la **transparence** au sein même du pays, en particulier vis à vis de la société civile et du Parlement, dans les discussions qui amènent à la définition et au suivi de la réalisation des objectifs. Cette transparence permet par ailleurs une meilleure visibilité des objectifs poursuivis par le Gouvernement.

## 1.4. Analyse de l'évolution des indicateurs

1.4.1. **L'analyse de l'évolution de la performance des pays ne doit en aucun cas être restreinte à une interprétation mécanique des indicateurs, mais doit se faire dans le cadre d'un dialogue politique approfondi**

**avec le Gouvernement, en tenant compte de l'influence d'éventuels facteurs explicatifs internes et externes.**

- 1.4.2. **Il est nécessaire de garder à l'esprit les effets pervers potentiels liés à l'utilisation de chaque indicateur.** La focalisation sur un nombre limité d'indicateurs, notamment lorsque des objectifs chiffrés conditionnent le soutien financier des bailleurs de fonds, peut induire des comportements détournés et biaiser l'analyse de l'évolution des données.

## **2. POURQUOI DEFINIR DES INDICATEURS ?**

Les indicateurs permettent d'obtenir une information objective sur les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus, ainsi que leur suivi sur le long terme. Cependant, ce ne sont que des signaux d'alarme. Il est important de garder à l'esprit que les indicateurs ne sont que des instruments de mesure du degré de réalisation d'objectifs qui doivent être préalablement définis par le Gouvernement.

**Le suivi des indicateurs n'a d'intérêt que s'il permet un examen des résultats et aboutit (si les résultats sont insatisfaisants) à des réorientations de politiques.** Cet examen des résultats (outcome) doit être éclairé par l'analyse des autres types d'indicateurs (input, output et impact) et par des analyses ou recherches plus approfondies qu'il est possible de financer. Ce suivi devrait idéalement être effectué, pour les pays concernés, dans le cadre du suivi des PRSP.

Au niveau de l'action de la Commission, l'utilisation d'indicateurs répond à trois besoins distincts et complémentaires, nécessitant chacun le suivi d'indicateurs spécifiques :

1. Mesurer la performance des politiques de développement du pays en terme de croissance économique, augmentation du niveau de vie et réduction de la pauvreté à court, moyen et long terme.
2. Mesurer la performance des politiques sectorielles du pays.
3. Suivre la mise en œuvre et la performance des appuis de la Communauté.

**Les trois points définis ci-dessus constituent en fait trois niveaux de détail complémentaires,** qui devront être analysés de façon cohérente. En tant que bailleur de fonds, la Commission doit donc s'assurer qu'elle disposera des données lui permettant de répondre à chacun de ces besoins.

Cependant, seuls les deux premiers niveaux s'inscrivent dans le cadre des CSP. Le suivi de **la performance de l'action de la Commission** devra être développé et approfondi à plus long terme. Néanmoins, en ce qui concerne l'appui budgétaire et les programmes sectoriels, dans lesquels l'action de la Commission s'intègre à celle du Gouvernement et des autres bailleurs de fonds, le suivi de la performance ne peut être restreint à l'appui de la seule Commission. Il doit analyser la performance globale des dépenses publiques (financées par l'Etat et les bailleurs de fonds) par rapport aux objectifs sectoriels et la contribution de ceux-ci à la réduction de la pauvreté.

**Cette démarche ne doit cependant pas aller à l'encontre du principe d'*ownership* (appropriation en français). Il est important qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une collaboration très étroite avec les Gouvernements des pays bénéficiaires ainsi qu'avec les autres bailleurs de fonds. Il est toutefois nécessaire que les objectifs et les orientations de la Commission soient clairement établis afin de rendre cette collaboration et ce dialogue plus efficaces et constructifs. C'est l'objet de la proposition qui suit.**

### **3. PROPOSITION**

Nous suggérons donc de concentrer le suivi de la performance des pays bénéficiaires sur les indicateurs suivants, pour chacun des niveaux définis ci-dessus :

#### **3.1. Mesurer la performance des politiques de développement du pays en terme de croissance économique, augmentation du niveau de vie et réduction de la pauvreté à court, moyen et long terme**

Nous proposons d'établir une liste d'indicateurs de base permettant un suivi systématique dans tous les pays en développement. Ces indicateurs devront être peu nombreux, simples, mesurables à moindre coût et cohérents avec les indicateurs suivis par le Gouvernement et les autres bailleurs de fonds. En ce qui concerne les données chiffrées, il serait utile de connaître leur évolution sur les 5 dernières années, ainsi que les objectifs fixés pour les trois années à venir au minimum.

Il est proposé que ces indicateurs soient à terme intégrés systématiquement dans les CSP.

On distinguera d'une part les indicateurs permettant un suivi à moyen-long terme et d'autre part les indicateurs se situant sur le court terme.

**3.1.1. En ce qui concerne le suivi à moyen-long terme, notre proposition est de reprendre les 21 indicateurs sélectionnés dans le cadre des 'International Development Goals' (IDG) par le Secrétariat de l'ONU et les représentants du FMI, du CAD et de la Banque Mondiale. Les données chiffrées correspondant à ces indicateurs proviennent des 'World Development Indicators' de la Banque Mondiale. Elles se trouvent sur le site Internet [www.developmentgoals.org](http://www.developmentgoals.org). La liste des indicateurs définis dans le cadre des IDG est présentée en annexe 1, accompagnée d'un exemple de fiche de données.**

Ces indicateurs permettent le suivi des **objectifs de long terme** définis dans les IDG et acceptés par la communauté internationale y compris par la Commission comme la voie à suivre vers la réduction de la pauvreté. Ils présentent l'avantage d'être centralisés par la Banque Mondiale et suivis par de nombreux bailleurs de fonds, notamment dans les PRSP.

Cependant, la plupart des indicateurs définis dans le cadre des International Development Goals n'évoluent significativement que sur le long terme, ne permettant pas un suivi annuel des tendances : ce sont des

indicateurs d'impact. En outre, dans certains pays, beaucoup de données sont indisponibles, très difficiles à mesurer et d'une fiabilité incertaine.

3.1.2. **Il est cependant nécessaire non seulement d'apporter un soutien visant à améliorer la qualité des données statistiques, mais aussi d'établir une liste complémentaire d'indicateurs permettant de mesurer la performance des pays à court terme et de façon fiable.**

Ces indicateurs devront être peu nombreux, simples et mesurables de façon annuelle à moindre coût et de manière relativement fiable. Ils devront être sensibles à la mise en place de nouvelles politiques et si possible peu facilement manipulables. Ils donneront une idée de la situation actuelle ainsi que de la tendance à plus long terme en matière de développement et de réduction de la pauvreté, tout en permettant un suivi annuel. Une fois définis, ces indicateurs seront inclus dans les CSP au moment de leur préparation. L'évolution annuelle des indicateurs permettra le suivi de la politique proposée dans le cadre du CSP.

Il est important de préciser que le suivi d'un indicateur n'implique aucun jugement préconçu sur l'évolution qu'il doit avoir (par exemple suivre le budget consacré à la santé ne doit pas signifier encourager son augmentation).

Il est proposé dans cette optique de suivre les indicateurs définis ci-dessous. Cette liste est indicative. Elle est amenée à être complétée à la suite de la réflexion menée dans les groupes de travail sectoriels (cf. 3.2).

Indicateurs d'input

- Pourcentage du budget consacré à l'éducation / à la santé / à la défense (salaires, investissements, fonctionnement) – allocation et exécution –
- Pourcentage du budget éducation / santé / défense financé par des ressources internes

Indicateurs d'outcome

(le choix de ces indicateurs est expliqué en annexe 2)

*Santé*

- Pourcentage des naissances suivies par du personnel qualifié
- Couverture vaccinale (BCG, Rougeole, DTC P3)
- Nombre de consultations par personne et par an dans les structures de premier niveau et nombre de journées d'hospitalisation

*Education*

- Proportion des enfants entrant en première année de primaire qui arrivent en cinquième année (filles / garçons)
- Taux net de scolarisation en première année d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire (filles / garçons)

*Cadre macro-économique*

- Inflation

- Croissance réelle du PNB
- Budget /PNB
- Service de la dette totale / dépenses publiques
- PNB / habitant

Tous ces indicateurs ainsi que les objectifs chiffrés devront être définis plus précisément dans chaque pays par le Gouvernement, en suivant les principes établis dans la première partie de ce document.

### 3.2. **Mesurer la performance des politiques sectorielles de développement**

Nous proposons la mise en place de groupes de travail réunissant les experts sectoriels de la Commission et les Etats Membres afin de définir pour chaque secteur une liste d'une vingtaine d'indicateurs essentiels. Ces indicateurs devaient à terme être retenus pour le suivi des secteurs focaux définis dans chaque CSP.

Pour certains secteurs, ce travail sera mené par les groupes de travail existants, et pourra notamment s'appuyer sur les exemples de suivi développés dans le cadre des programmes sectoriels. Il sera utile de suivre les quatre types d'indicateurs (input, output, outcome et impact) afin de disposer d'un portefeuille cohérent et représentatif de la situation globale du secteur et de son évolution. Le délai proposé pour mener à bien cette réflexion est d'un an.

Nous proposons de suivre en particulier les domaines suivants :

- Santé,
- Education,
- Réseau d'infrastructures,
- Eau et assainissement,
- Développement rural et sécurité alimentaire,
- Intégration régionale,
- Environnement.

Dans l'attente des résultats de cette démarche, il est proposé d'appliquer aux indicateurs définis dans les CSP les principes définis dans la première partie de ce document (typologie, mesurabilité, analyse non-mécanique des données, etc.).

Par ailleurs, il est proposé de suivre le même mode de fonctionnement dans les trois domaines suivants :

- Macro-économie et gestion budgétaire,
- Gouvernance et démocratisation.
- Renforcement des capacités institutionnelles

Le résultat de la réflexion dans ces domaines pourra amener à compléter la liste d'indicateurs définie au 3.1.

### **3.3. Suivre la mise en œuvre et la performance des appuis de la Communauté**

Cet aspect ne sera pas suivi dans le cadre des CSP et sera développé à moyen terme.

Il est nécessaire de distinguer le suivi des inputs d'une part et la connaissance des effets d'autre part.

#### **3.3.1. Le suivi de la mise en œuvre**

Le suivi de la mise en œuvre (« implementation monitoring ») des actions relève d'une activité régulière de l'administration. Ce suivi permet de connaître d'une part les inputs (budgétaire, réglementaire et administratif) et d'autre part les réalisations immédiates obtenues grâce à ces inputs. Le suivi de la mise en œuvre est indispensable pour une bonne gestion des actions financées sur fonds communautaires, mais ce type de suivi ne relève pas du sujet de cette note.

#### **3.3.2. Le suivi des résultats des projets et des programmes**

Certains donateurs ont développé au cours des années 1990 un suivi des résultats<sup>3</sup> des projets (« result monitoring ») et, pour certains, un suivi des résultats des programmes, ce qui permet d'apprécier périodiquement (1 ou 2 fois par an) les résultats des projets de développement par rapport aux résultats recherchés.

La Commission a élaboré en 2000 une méthodologie harmonisée de ce type de suivi des projets et programmes pour l'ensemble des projets de coopération extérieure financés dans les pays tiers. En 2001, ont été lancés les suivis sur le terrain et en principe, à partir de la fin 2002, la majorité des projets en cours devraient être couverts par ce type de suivi.

Les premiers résultats globaux sur ce suivi de résultats devraient être disponibles au cours de l'année 2002. Pour ce type de suivi, l'expérience des autres donateurs montre qu'il n'est pas possible de définir des indicateurs physiques quantifiables, mais que l'on peut disposer d'une information sur les niveaux de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité des projets ou programmes concernés.

#### **3.3.3. Evaluation des effets des programmes et de la politique**

La politique de développement de l'Union Européenne poursuit des objectifs généraux indiqués dans le Traité. Ces objectifs sont en général précisés dans différents documents politiques propres à l'Union Européenne ou en association avec les pays partenaires.

L'évaluation vise à vérifier si les impacts correspondant aux objectifs affichés ont été atteints de façon pertinente, efficace, efficiente et durable. Dans cette optique, il est possible de préciser à un niveau assez global les impacts recherchés et de définir les critères de succès attendus. En

---

<sup>3</sup> Résultat dans le sens « outcome »

revanche, il est très difficile de définir des indicateurs d'impacts qui puissent être valables pour toutes les actions, dans tous les contextes politiques, sociaux, géographiques et tenant compte de la diversité des instruments mis en œuvre.

En effet, les différents experts internationaux contactés ont reconnu que l'élaboration de tels indicateurs d'impact était un exercice qu'aucun donateur n'avait entrepris et que les problématiques méthodologiques<sup>4</sup> étaient telles que leur élaboration ne pouvait être envisagée que dans le moyen terme.

#### 3.4. **Pays impliqués dans le processus PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers)**

L'examen de la performance des pays en matière de lutte contre la pauvreté ne devrait être basé que sur une seule batterie d'indicateurs par pays. Quand il existe, le PRSP fournit un cadre idéal pour cette coordination. Toutefois les indicateurs actuels dans les PRSP sont encore loin d'être satisfaisants (à de rares exceptions près). Il est donc important de s'assurer à travers une discussion avec le Gouvernement et les autres bailleurs de fonds que les indicateurs correspondant aux niveaux 3.1 et 3.2 soient repris dans les PRSP.

---

<sup>4</sup> Les difficultés méthodologiques découlent notamment

- de l'établissement d'un lien causal pour des objectifs donnés entre actions et résultats
- de la nécessité d'isoler l'impact des actions de l'UE d'autres facteurs (tels que les actions prises par d'autres donateurs et le contexte socio-politique et géographique)
- de la difficulté de rassembler des données fiables avec l'accord des différentes parties prenantes (administration locale, bénéficiaires, etc.)

**Annexe 1**  
**Indicateurs des International Development Goals**

<b>GOALS</b>	<b>INDICATORS</b>
<b>Economic well-being</b>	<b>Economic well-being</b>
<b>Reducing extreme poverty</b> The proportion of people living in extreme poverty in developing countries should be reduced by at least one-half by 2015. <i>(Copenhagen)</i>	1. Incidence of Extreme Poverty: Population Below \$1 Per Day 2. Poverty Gap Ratio: Incidence times Depth of Poverty 3. Inequality: Poorest Fifth's Share of National Consumption 4. Child Malnutrition: Prevalence of Underweight Under 5s
<b>Social development</b>	<b>Social development</b>
<b>Universal primary education</b> There should be universal primary education in all countries by 2015. <i>(Jomtien, Beijing, Copenhagen)</i>	5. Net Enrolment in Primary Education 6. Completion of 4th Grade of Primary Education 7. Literacy Rate of 15 to 24 Year-Olds
<b>. Gender equality</b> Progress towards gender equality and the empowerment of women should be demonstrated by eliminating gender disparity in primary and secondary education by 2005. <i>(Cairo, Beijing, Copenhagen)</i>	8. Ratio of Girls to Boys in Primary & Secondary Education 9. Ratio of Literate Females to Males (15 to 24 Year-Olds)
<b>Infant &amp; child mortality</b> The death rates for infants and children under the age of five years should be reduced in each developing country by two-thirds the 1990 level by 2015. <i>(Cairo)</i>	10. Infant Mortality Rate 11. Under 5 Mortality Rate
<b>Maternal mortality</b> The rate of maternal mortality should be reduced by three-fourths between 1990 and 2015. <i>(Cairo, Beijing)</i>	12. Maternal Mortality Ratio 13. Births Attended by Skilled Health Personnel
<b>Reproductive health</b> Access should be available through the primary health-care system to reproductive health services for all individuals of appropriate ages, no later than the year 2015. <i>(Cairo)</i>	14. Contraceptive Prevalence Rate 15. HIV Prevalence in 15 to 24 Year-Old Pregnant Women
<b>Environmental sustainability and regeneration</b>	<b>Environmental sustainability and regeneration</b>
<b>Environment</b> There should be a current national strategy for sustainable development, in the process of implementation, in every country by 2005, so as to ensure that current trends in the loss of environmental resources are effectively reversed at both global and national levels by 2015. <i>(Rio)</i>	16. Countries with Effective Processes for Sustainable Development 17. Population with [sustainable] Access to Safe Water 18. Forst Area as a % of National Surface Area 19. Biodiversity: Land Area Protected 20. Energy Efficiency: GDP per Unit of Energy Use 21. Carbon Dioxide Emissions

Note: Ce tableau se trouve sur le site Internet de l'OCDE – DAC :  
<http://www1.oecd.org/dac/indicators/htm/list.htm>

## Exemple de Fiche de données IDG sur le Bénin

### Benin

	1990	1995	1998	1999
<b>Poverty and malnutrition</b>				
Population below \$1 a day (%)	..	..	..	..
Poverty gap at \$1 a day (%)	..	..	..	..
Percentage share of income or consumption held by poorest 20%	..	..	..	..
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5)	..	..	29.2	..
<b>Universal primary education</b>				
Net primary enrollment ratio (% of relevant age group)	48.8	59.7	63.4	..
Percentage of cohort reaching grade 5 (%)	55.0	61.0	..	..
Youth literacy rate (% ages 15-24)	44.2	51.3	55.3	56.7
<b>Gender equality</b>				
Ratio of girls to boys in primary and secondary education (%)	..	..	..	..
Ratio of young literate females to males (% ages 15-24)	40.9	44.6	47.1	48.0
<b>Infant and child mortality</b>				
Infant mortality rate (per 1,000 live births)	104.4	92.0	88.0	87.4
Under 5 mortality rate (per 1,000)	185.0	167.0	149.0	145.0
<b>Maternal mortality</b>				
Maternal mortality ratio (per 100,000 live births)	..	..	..	500.0
Births attended by skilled health staff (% of total)	38.0	..	60.0	..
<b>Reproductive health</b>				
Contraceptive prevalence rate (% of women ages 15-49)	..	..	16.4	..
Prevalence of HIV, female (% ages 15-24)	..	..	..	0.9
<b>Environment</b>				
Access to an improved water source (% of population)	..	50.0	..	63.0
Forest area (% of total land area)	30.3	..	..	24.0
Nationally protected areas (% of total land area)	..	..	7.1	7.0
GDP per unit of energy use (PPP \$ per kg oil equivalent)	2.0	2.5	2.4	..

**Source: World Development Indicators database, April 2001**

Cette fiche est tirée du site sur les International Development Goals ([www.developmentgoals.org](http://www.developmentgoals.org))

**Annexe 2**  
**Health and Education indicators to be followed annually**

The indicators in grey boxes are the outcome indicators to be followed annually, and the indicators in bold correspond to IDG indicators.

Indicator	Hypothesis/Background
<b>Education</b>	
<u>Goal</u> : a better educated population – measured by rising average and minimum educational attainment	Empowerment, participation, health, longevity and productivity are all promoted by educational attainment.
<u>Outcome</u> : more children educated – measured by a all <b>children completing basic education</b>	Assumes that completion of basic education truly reflects a reasonable minimum level of learning.
<u>Intermediate Outcome 1</u> : more children in school – measured by Net Enrolment in First Grade of primary, secondary and tertiary education	Can change quickly in response to Government actions; assumes that children in school learn well enough to attain required standards.
<u>Intermediate Outcome 2</u> : children stay longer in school – measured by <b>percentage of children starting grade one who reach grade 5</b>	
<u>Likely Actions</u> : abolish fees, uniforms; update curriculum; increase supplies of classrooms and materials; train and pay more teachers better.	Assumes that key barriers to access are financial (fees, non-fee costs), physical (distance to school) and quality (availability of skilled teachers and suitable materials).
<u>Monitoring</u> : Net enrolment measured administratively, triangulation through survey data and PPA.	Definitions need to be systematised between MoE and CSO.
<b>Gender</b>	
<u>Goal</u> : equality of worth for women and men – measured by	Gender discrimination reduces health, education and productivity outcomes for whole population
<u>Outcome 1</u> : equal educational attainment – measured by ratio of girls to boys at each stage of education	Assumes that equal educational attainment will lead to equitable treatment thereafter (improbable) or that this is a first strategic step in gender equity
<u>Intermediate Outcome 1</u> : equal access to school – measured by equal enrolment rates in first grade of primary, secondary and tertiary education	Assumes that equal access will not be eroded by differential drop-out.
<u>Likely Actions</u> : cash incentives for girls' education; adequate toilet facilities; curriculum revision to remove gender biases	Assumes that these barriers are significant cause of difference; impossible to develop programmes to target deep-seated cultural issues quickly.
<u>Monitoring</u> : NPER by gender usually available administratively; triangulation by survey data	PPA could assess perception of impact; gender data usually more reliable than total data unless biased by real or perceived incentives
Indicator	Hypothesis/Background

<b>Health</b>	
<b>Goal:</b> a healthier population – measured by longer life expectancy, higher DALY expectation, reduced morbidity.	Better health not only a good in itself but also a contribution to productivity, participation and learning.
<b>Outcome 1: reduced infant mortality</b> – measured by <b>Infant Mortality Rate</b> and <b>Under 5 Mortality Rate</b>	Infant mortality is a major contribution to reduced life expectancy at birth
<b>Intermediate Outcome 1: higher vaccination coverage</b> – measured by share of under 5 children having been vaccinated against measles, DPT, MMR	Can change quickly in response to Government actions; assumes that vaccination reduces infant mortality.
<b>Likely Actions:</b> mount vaccination campaigns, resource vertical vaccination services, reinforce routine child monitoring and follow-up services	Assumes that special campaigns and vertical programmes are needed to bridge the gap, and that regular services can in due course deliver adequate vaccination coverage.
<b>Monitoring:</b> campaign data readily available; vertical service data usually available; routine data uncertain, can be triangulated by survey (including DHS) and PPA data	MoH data systems not yet usually geared to external accountability; no patient confidentiality issues need arise.
<b>Outcome 2: reduced maternal mortality</b> – measured by <b>Maternal Mortality Rate</b>	Maternal mortality is a major and avoidable aspect of reduced life expectancy
<b>Intermediate Outcome 2: higher coverage of natal care</b> – measured by share of births attended by trained personnel	Can change in response to Government actions; assumes that trained personnel will be able to reduce mortality ( <i>e.g.</i> have adequate supplies, supportive environment)
<b>Likely Actions:</b> train more TBAs; extend primary clinic network and resource it; publicise services	Assumes that TBAs are better than unattended births, and may bridge gap to better primary coverage without displacing demand; assumes that pregnant women will seek suitable assistance.
<b>Monitoring:</b> difficult to measure except through survey data (rough estimates from TBA and clinic returns and demographic estimates unreliable)	CWIK methods would be compatible with this indicator; poor linkage with administrative systems
<b>Outcome 3: better adult health care</b> – measured by presentation and case outcome data	Assumes that better health care leads to better health (avoids issues of prevention)
<b>Intermediate Outcome 3: higher clinic usage</b> – measured by outpatient attendance at primary level	Can change quickly in response to Government actions; assumes that entry to health care system should be at primary level, and that clinics are capable of delivering meaningful care rather than delaying effective treatment elsewhere.
<b>Likely Actions:</b> abolish fees; equip and staff clinics; build new posts in remote areas	Assumes that key barriers to access are financial (fees, non-fee costs), physical (distance to clinic) and quality (availability of skilled staff and suitable drugs, materials).
<b>Monitoring:</b> administrative data usually available, but need triangulation	Doubts over validity of administrative data unless incentives for accurate reporting are right.